



la jeune république

organe du socialisme personnaliste

en regardant à la télévision, le 21 mai 1981, le Président de la République donner l'accolade à Pierre Mendès-France, nous nous sommes souvenu d'une réunion du Bureau de l'Union des Forces Démocratiques, à l'automne 1958 : François Mitterrand s'efforçait de faire partager son invincible optimisme à un P. M.-F. plus réservé. Une même ténacité exprimée en des styles différents s'est forée, en vingt-trois ans, un passage vers une certaine idée de la démocratie.

Le Président MITTERRAND s'affirme comme le représentant de toutes les forces vives de la nation, mais son élection marque une mutation historique analogue à celle de 1936 et de 1945.

A cette étape nouvelle, des réformes sans doute irréversibles, se préparent dans le domaine social.

La vie quotidienne des classes les plus défavorisées sera améliorée, à partir des conditions de travail : semaine de trente-cinq heures, augmentation du S.M.I.C., développement du pouvoir de contrôle et de décision des travailleurs dans l'entreprise. Et encore : des logements à l'échelle humaine, assortis de loyers adaptés (le démantèlement de la Loi du 1^{er} septembre 1948 doit cesser), des transports en commun tenant compte des besoins de la population laborieuse. Maints autres projets s'élaborent.

Il faut se rappeler que la France est aussi composée d'une part non négligeable de souscripteurs d'emprunts nationaux et de petits propriétaires qui doivent trouver, dans ce changement de politique, motifs de confiance et d'enthousiasme. La base sociale du septennat, constituée fondamentalement par la classe ouvrière, doit s'élargir fortement. Les couches moyennes doivent être rassurées et coopérer au projet du Gouvernement. C'est une condition nécessaire d'un pouvoir durable, aux initiatives fécondes.

Le 21 mai, sur les artères menant à la Bastille, la rue dominait, avec la joie. Des automobilistes klaxonnaient leur espoir. Des inconnus se reconnaissaient l'un l'autre. Des jeunes saluaient des anciens, en une commune allégresse. Symphonie du peuple à la rose. De tout le peuple, dans le respect de chaque identité, qu'il s'agisse des courants politiques ou des personnes.

Claude-Roland SOUCHET

LA MUTATION SOCIALISTE

LA JEUNE RÉPUBLIQUE

Le Directeur :
Jean Pralong

Rédactrice en Chef, mise en pages :
Marcelle Leconte-Souchet

Rédaction - Siège Social
Administration :

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71
Tél. 624.06.08 - 033.99.09

Fricotel - Epinal, Paris
Dépôt légal n° 2133
CPPAD n° 30568

NOTRE COMBAT

POUR
une République
Socialiste
et Démocratique
au service
de l'Homme,
vous intéresse.

ADHÉREZ
A NOTRE PARTI

COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle 1 % du salaire
salaire de 2 000 F	240 F
2 500 F	300 F
3 000 F	360 F
4 000 F	480 F
5 000 F	600 F etc.

ABONNEMENT A REVUE en sus :
1 an : 30 F — De soutien : 50 F

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71

COMMUNIQUÉ DU PARTI DE LA JEUNE RÉPUBLIQUE POUR LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

Le PARTI DE LA JEUNE RÉPUBLIQUE rappelle le bilan négatif du septennat : récession, chômage, inflation, surarmement.

Il condamne la concentration des pouvoirs entre les mains du Chef de l'Etat et souhaite la réhabilitation d'une Assemblée Nationale élue au scrutin proportionnel.

Un changement politique s'impose pour que les classes les plus défavorisées vivent dans des conditions matérielles décentes et participent à la vie nationale.

Des efforts doivent être entrepris pour sauvegarder la paix internationale et favoriser l'indépendance économique et politique des pays en voie de développement.

Dans cette perspective, le Parti de la Jeune République entend soutenir le candidat du PARTI SOCIALISTE aux élections présidentielles.

Le 7 février 1981

LETTRE AU PRÉSIDENT MITTERRAND

Le 10 mai 1981

A Monsieur François MITTERRAND - Président de la République

PARTI SOCIALISTE
10, rue de Solférino - 75333 Paris cedex 07

Monsieur le Président,

Nous tenons à vous féliciter chaleureusement pour le succès décisif que vous venez de remporter.

Cette victoire du monde du travail, de la jeunesse et de la nation tout entière se trouvait en germe, dès le second semestre de 1958, parmi cette très modeste Union des Forces Démocratiques à laquelle le Parti de la Jeune République a eu l'honneur de participer.

Nous ne souhaitons évoquer ce passé d'actions communes que pour nous tourner vers l'avenir.

C'est dans la perspective d'un grand rassemblement populaire décidé à soutenir une politique socialiste, dans les conditions propres à notre temps et à notre pays, qu'en décembre 1980 notre parti a choisi d'appuyer dans toute la mesure de ses moyens le candidat du parti socialiste.

Le 8 janvier 1981, ce choix était proclamé au cours d'une émission sur la troisième chaîne de télévision.

Le socialisme personneliste, que nous représentons, déborde, bien sûr, très largement notre formation mais il a concouru à votre succès.

Son apport ne doit pas être négligé dans la construction d'une France engagée, par votre élection à la Présidence de la République, dans la voie de la justice sociale et de la paix.

Veuillez croire, Monsieur le Président, en notre sympathie vive et agissante.

Claude-Roland Souchet
Secrétaire général

CAMPAGNE ÉLECTORALE PRÉSIDENTIELLE Télégramme du Parti de la Jeune République

16 mai 1981 à 11 h 30

A Lionel JOSPIN, à Pierre BEREGOVY, à Jean POPEREN, Parti Socialiste.
Confirmons lettre Président MITTERRAND 10 mai 1981. Sommes prêts à participer toutes actions gauche unie. Jeune République.

LE SOCIALISME PERSONNELISTE EST UN OPTIMISME



LA GAUCHE ENFIN...

Gérard Brissé

Ironie de l'Histoire a voulu que François Mitterrand soit élu à la magistrature suprême, sur les mêmes bases légales que son adversaire de naguère, Charles de Gaulle, avait instaurées : même constitution, mêmes institutions, même recours au suffrage dit universel.

Seul le décor a changé : de Gaulle s'est hissé au pouvoir en 1958 à la faveur d'un véritable coup d'Etat ; François Mitterrand y est parvenu par les voies les plus légitimes. Les mêmes causes auraient-elles produit les mêmes effets ?

Dans les années 1957-1958, l'opinion était lasse, au moins autant de l'impuissance des principaux partis politiques et de leurs luttes intestines, que de l'instabilité chronique des institutions. La SFIO de M. Guy Mollet appuyée en cela par le Parti radical, s'était fourvoyée dans l'affaire algérienne et l'expédition de Suez. Sur le plan économique et social, les deux partis au pouvoir faisaient en fin de compte le jeu de la droite, par un trop habile concours de compromissions. Par là même, ils se sont totalement discrédités aux yeux de la population.

En 1981, aussi bien ce qu'il était convenu d'appeler la majorité, que l'opposition, étaient profondément divisées, la première par le jeu corrosif du RPR de Jacques Chirac, la seconde avec l'attitude incompréhensible, au regard des militants de gauche, du Parti communiste de M. Marchais. Naguère Premier ministre de M. Giscard d'Estaing, M. Chirac, qui s'est par la suite vanté d'avoir été l'un des principaux acteurs de son émergence au pouvoir, s'est livré contre ce dernier à une surenchère de critiques acerbes qui ont été mal comprises de l'électorat dit "majoritaire". Les règlements de compte, au sein de la famille gaullienne, entre Chirac, Debré et M.-F. Garaud ont sonné l'hallali de l'héritage spirituel de l'ermite de Colombey.

A gauche, le reniement soudain par les Communistes du pacte d'union de la gauche et du programme commun dont ils étaient eux-mêmes partie prenante, n'a pas du tout été apprécié par les plus défavorisés qui attendaient autre chose que ces querelles d'écoles et ces retours de manivelles idéologiques. Le résultat de ces luttes intestines entre mammoth froids de la politique politicienne, ne s'est pas fait attendre : à force de dire n'importe quoi n'importe où à propos de n'importe quoi, d'énoncer les promesses les plus folles, et des propositions inversement proportion-

nelles à celles qui avaient été faites par les mêmes hommes quelques mois plus tôt, les responsables des grands partis politiques se sont déconsidérés. « Les partis ne jouent plus le rôle qui devrait être le leur. Ils ne sont plus écoutés. Leur machine tourne à vide. Qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition, ils pratiquent volontiers l'amalgame, se font les hérauts de causes totalement étrangères à leur vocation propre », écrivais-je en février dernier dans cette revue.

L'opinion publique a fortement sanctionné dès le premier tour des Présidentielles, cette stratégie suicidaire. J. Chirac qui se voyait déjà présent au second tour, ne recueillait que 17,99 % des voix. Et même si l'on ajoute le pourcentage des voix dévolus à M. Debré (1,66 %) et à Mme Garaud (1,33 %), on arrive à un total de 20,98 %, encore loin des 22,59 % obtenus par le RPR aux Législatives de 1978 ! Il en est de même du Parti communiste qui totalise 15,35 % des suffrages, contre 20,54 % en 1978 et 20,51 % aux Européennes de 1979. Même le Parti socialiste a, au premier tour, subi une érosion sensible dans ses principaux fiefs du Nord, du Pas-de-Calais, de Marseille, notamment. Il a par contre gagné des voix là où le Parti communiste avait fait monter les surenchères.

On constate au second tour que M. Giscard d'Estaing a fait le plein des voix de l'UDF, rassemblement de formations diverses qui, il faut bien le dire, a amélioré sensiblement ses résultats : 16,10 % en 1978, 27,60 % en 1979, 28,31 % en 1981 ; par contre, il a manqué au Président sortant environ 20 % des voix chiraquiennes qui sont allées à François Mitterrand, qui lui-même a bénéficié de quelque 80 % des voix communistes — sans compter celles des Jobertistes, du PSU, de l'extrême gauche et du centre droit — et de la Jeune République qui, dès décembre 1980, appelait à voter pour le candidat socialiste.

La sanction de l'électorat a donc été drastique. Se sont greffées sur ces considérations d'ordre politique des déceptions à caractère économique et social. Les analyses que j'ai faites dans ce journal, de la gestion du Président Giscard d'Estaing, en avril 1974, puis de celle de Raymond Barre, en septembre 1976, ont trouvé le 10 mai dernier leur aboutissement naturel. Parallèlement, l'offensive "tous azimuts", extrêmement agressive, du Parti communiste contre son homologue socialiste, a fini par lasser les militants les plus zélés.

Déception et amertume d'un côté, espoir et volonté de changement de l'au-

tre, ont contribué à mettre un terme aux ambitions de M. Giscard d'Estaing ; l'usure du pouvoir, la déviance technocratique bien énarquiste qui pousse à jauger la gestion d'un pays en valeurs de strict équilibre financier et de puissance, en ignorant délibérément leurs incidences sociales et psychologiques, ont fait le reste.

Comme l'a écrit en substance Claude-Roland Souchet dans l'éditorial de la dernière édition de notre revue, François Mitterrand a incarné une espérance qui a dépassé, de très loin, sa personne. Et des circonstances historiques particulières ont fait qu'une très grande majorité des militants communistes de la base, ont voté en faveur de celui qui était dénoncé par M. Marchais comme l'ennemi public numéro deux ! Comme l'ont fait également bon nombre de gaullistes, dont François Mitterrand fut des années durant le principal adversaire.

Porté au pouvoir par le jeu d'institutions et d'un système électoral qu'il a quelques années plus tôt à peine combattu, François Mitterrand doit méditer, s'il en a le temps, sur les singuliers détours de l'Histoire. Nous l'avons connu et fait un bout de chemin à ses côtés, à une époque où il dénonçait péle-mêle la Constitution de 1958, le pouvoir personnel, la force de frappe atomique, le scrutin majoritaire, et j'en passe. En une période aussi où, avec Charles Hernu et d'autres encore, il prenait franchement position en faveur de notre projet de Confédération générale des forces de gauche, dénonçant les dangers de la création — selon ses propres termes — d'un parti fortement hiérarchisé et structuré !

Dans l'élan de l'élection présidentielle, François Mitterrand a volontiers pris acte que la JEUNE RÉPUBLIQUE figurerait dans ses comités de soutien. Sans doute, notre modeste Parti ne pèse-t-il pas lourd dans le rapport des forces politiques. Son influence réelle, morale et spirituelle, ne serait-ce que par la spécificité du courant qu'il incarne, ou bien au-delà d'une comptabilité-matière de ses effectifs.

La J. R. entend participer à part entière au mouvement de rénovation qui s'amorce et dont il dépend de nous, de notre vigilance de tous les instants, qu'il devienne irréversible ou qu'à terme, il tourne court.

Il me souvient du temps où, étudiant hantant les rues tortueuses du Quartier latin — dont très certainement la rue de Bièvre — j'applaudissais à tout rompre l'expérience tentée par Pierre Mendès-France, alors idole de la jeunesse, mais aussi l'homme de la paix, qui avait su en quelques jours mettre un terme à la première guerre d'Indochine. Quel espoir fut le nôtre dans ces années 1953-1955 ! Mais les plus belles fleurs d'une révolution, fût-elle pacifique, sont comme les belles femmes dont on abuse : elles vieillissent vite.

Souhaitons à l'homme à la rose une éternelle jeunesse !

UNE VICTOIRE PLEINE D'ESPÉRANCE

par Franck Taillandier

OUI, au soir du 10 mai, la Joie de la Bastille a bien été la partie visible de ce qui, dans tout le pays, se vivait dans le cœur profond des gens du peuple ! OUI, c'était comme la décripation qui libérait, et la parole et les énergies. On osait enfin dire notre joie, on se comprenait mieux, on commençait à espérer ensemble.

C'est sûrement une immense espérance pour les anciens d'avant 39 et les jeunes d'après 68, que cette journée du 21 mai, dans une simplicité et une solennité propres aux grands moments de son histoire. Le petit peuple entrainé à l'Elysée et s'installait au fauteuil du pouvoir à travers notre ami, le Président François MITTERRAND.

OUI, merci à toutes les forces de gauche, qui ont permis ce grand changement, et en particulier à celui et ceux qui depuis des années, contre vents et marées, ont su conserver leur calme et leur détermination, dans la volonté d'affirmer une politique qui prenne en compte l'aspiration des travailleurs, des jeunes, des femmes, et des plus âgés.

N'est-ce pas un signe : ces jeunes ayant retrouvé la joie de vivre, qui, revenant du quartier latin jeudi soir 21 mai, très rapidement, presque furtivement, détachaient de son faisceau un drapeau, comme pour s'emparer du pouvoir, le brandir et l'emporter avec eux, dans une expression juvénile toute simple et bon enfant ?

Comme au cours de toute l'histoire de la gauche, la JEUNE RÉPUBLIQUE était engagée bien avant le premier

tour et dans le comité de soutien au candidat F. MITTERRAND comme elle était présente dans les luttes et les foules qui manifestaient leur victoire.

Passés ces moments intenses, d'émotions et de recueillement, il faut continuer le combat ! Le pouvoir financier lui, ne baisse pas les bras, il réagit vite et fort, l'épreuve de force est pour demain ! Le pouvoir du peuple a besoin d'un deuxième élan, celui qui sortira des urnes le 21 juin, premier jour de l'Été.

OUI, nous ferons tout pour remporter cette deuxième victoire et assurer une majorité de gauche forte et responsable ! Malgré toutes les lenteurs qu'il faudra bien admettre, il faut savoir que notre lutte prioritaire doit, au-delà des décisions sociales urgentes, nous orienter vers un pouvoir réel et responsable au sein des entreprises. Il faudra revenir au véritable pouvoir des Comités d'Entreprises ainsi que le voulait le législateur de 1945, afin que tout ce qui concerne la vie, le travail, et l'avenir des entreprises, ne soit plus sous la seule discrétion d'un pouvoir solitaire qui trop souvent n'a pas su saisir l'ampleur des évolutions de notre siècle.

Que de drames auraient été évités si le pouvoir des travailleurs avait pu s'exercer vraiment. Le moment nous est donné d'agir en ce sens. L'homme de demain ne sera pas un robot, mais, comme dans l'histoire, aujourd'hui et demain, il doit se lever pour s'affirmer et prendre en charge son propre destin, qui est, en fait, celui de toute l'HUMANITÉ !

Les relations qui unissent traditionnellement notre Parti, la JEUNE RÉPUBLIQUE, et le PARTI SOCIALISTE, sont celles de deux amants qui passent alternativement de l'entente très cordiale à la brouille amicale, selon le proverbe bien connu : « Qui aime bien, châtie bien ».

Le Parti socialiste doit son existence à une longue tradition historique qui, de Jaurès à Léon Blum, a été rappelé éloquemment par le Président François Mitterrand lors de son périple au Panthéon.

Socialiste, nous le sommes également, mais dans la tradition du personnalisme tel que l'ont exprimé notamment Emmanuel Mounier et Marc Sangnier ; et si l'un de nous était porté un jour à la magistrature suprême, il irait très certainement s'incliner devant une stèle commémorative de l'action de Marc Sangnier, dans le parc du château de Bierville. Toute la différence est là, et par-delà ce qui nous rapproche du Parti socialiste, nous sommes l'expression d'un mode de pensée original, donc irréductible.

Chaque formation politique a son histoire. Celle de la JEUNE RÉPUBLIQUE fut particulièrement tumultueuse. Ainsi, après la guerre, lorsqu'un bon nombre de militants J. R., après des années de Résistance active, décidèrent de ne pas adhérer au MRP ; ainsi dans les années 1956-57, lorsque Georges Montaron et Claude Gault, de l'équipe de Témoignage chrétien, entraînant dans leur sillage Bertrand Schneider (depuis lors passé à l'ex-majorité) rejoignirent les regroupements en cours, de l'UGS au PSA. Depuis cette époque, Témoignage chrétien nous "ignore" ou peu s'en faut, nous considérant sans doute, dans un mouvement de condescendance à la fois apitoyé et amusé, comme une sorte de fossile politique en retard d'une fusion. Même découpage lorsque furent créés le PSU, puis l'UFD, puis la FGDS, puis le PS.

J'avoue que, adhérent de la JEUNE RÉPUBLIQUE en 1957, après avoir été mendésiste enthousiaste et déçu, puis fédéraliste, ces divisions successives, ces ponctions prises à terme régulier sur un petit parti alors très dynamique et qui ne demandait qu'à vivre et à se développer, m'ont profondément marqué.

La Gauche non-communiste, déconsidérée par la politique suivie notamment par le Parti radical et la SFIO de M. Guy Mollet, était dans les années 60 en complète liquéfaction. D'un côté les vieux caciques de la SFIO, du Parti radical et du MRP, sont allés chercher de Gaulle dans sa retraite et marquent ainsi l'agonie de la IV^e République. Les plus jeunes et les plus dynamiques ont

Vous lisez JEUNE-RÉPUBLIQUE. Vous voulez nous aider à le diffuser. Nous vous remercions de bien vouloir noter ci-dessous l'adresse des personnes de votre connaissance auxquelles nous adresserons JEUNE-RÉPUBLIQUE.

Voulez-vous adresser JEUNE-RÉPUBLIQUE aux personnes suivantes de la part de :

NOM et adresse :

C'EST QUOI ?

quitté le navire en perdition et fondé autant de clubs, associations et mouvements de pensée dissidents. S'y associent des groupements plus anciens, tels l'**UDSR** (Union des démocrates socialistes de la Résistance) de **François Mitterrand**. La même tendance centrifuge est observée au sein du mouvement syndical et des militants de la CFTC, entrent en dissidence autour de personnalités comme **Jacques Delors** avec le groupe **Reconstruction**, qui sera l'amorce de la CFDT. D'autres encore, adhérents de la Jeune République, rejoindront le Général de Gaulle, tels **Philippe Dechartre** et **Léo Hamon**, alors sénateur J. R. de la Seine. On leur collera par la suite l'étiquette de "gaullistes de gauche".

Conscients jusqu'à la hantise de cette impuissance de la Gauche démocratique à se rassembler sans pour autant araser cette diversité qui en fait toute la richesse, je publie en février 1962 dans **COMBAT**, grâce à la bienveillante "complicité" de **Philippe Tesson**, une longue analyse de cette Gauche nouvelle. Cette étude trouvera du reste son prolongement dans une chronique hebdomadaire du même journal. Bon nombre de personnalités interviewées alors au Parti socialiste, voire au sein du gouvernement présidé par M. Pierre Mauroy.

En même temps, je lance l'idée de la formation d'une très large **Confédération des forces de gauche (COGefog)**, décidée à se rassembler autour d'un idéal et d'un programme commun en forme de plus petit commun multiple, et d'une équipe constituée en **contre-gouvernement** dont les membres travailleraient comme s'ils étaient au pouvoir, à cette différence près que leurs "décisions" n'auraient pas force de loi. Le but sous-jacent était d'avoir une équipe rodée à l'exercice du pouvoir en cas de vacance de ce dernier, la population sachant très exactement quelle équipe devrait prendre la relève, avec quel idéal et quel programme. A la limite, pour assurer le renouvellement d'un mandat présidentiel, ou y mettre un terme, y compris en cas de mésentente chronique entre le Président de la République et le Parlement, il suffisait de recourir au référendum populaire : êtes-vous d'accord ou non avec la politique suivie par l'actuel Président de la République ? Dans l'affirmative, le Président et son équipe sont reconduits ; dans la négative, l'équipe contre-gouvernementale prend la succession. L'initiative du référendum populaire peut être prise, soit automatiquement en fin de mandat (ramené à six ans), soit par les deux Chambres réunies en congrès extraordinaire, soit à partir d'un certain nombre de signatures recueillies auprès des citoyens.

En avril 1963, la JEUNE RÉPUBLIQUE se rallie à cette initiative de Confédération. Claude-Roland Souchet, secrétaire général, fait le bilan de la crise que traversent alors les grands partis : « En

1945, 59 % des électeurs votaient à gauche ; en 1962, le taux était tombé à 45 % ; en 1962 : 8 700 000 abstentionnistes. En 1946, le PCF a compté 159 élus contre 41 en 1962 ; la SFIO, 90 élus en 1946 contre 64 élus en 1962. On relève une baisse massive des voix communistes, socialistes et radicaux en même temps que la quasi impossibilité de faire élire des candidats UFD (Union des forces démocratiques) et PSU (Parti socialiste unifié). Il est permis de déduire de ces circonstances que des millions d'électeurs de Gauche refusent, pour des motifs différents, de voter communiste, SFIO, PSU, voire MRP ou Radical ». A partir de cette analyse, la JEUNE RÉPUBLIQUE propose « un regroupement plus structuré qu'un cartel, et moins rigide qu'un parti classique », qui pourrait concerner également « une masse de travailleurs manuels qui critiquent le centralisme monolithique du PCF » et qui exigerait « un accord beaucoup plus profond que celui donné à une simple plateforme électorale ».

Maurice Lacroix précise alors : « La Confédération de la Gauche ne doit être... ni un parti ni un simple cartel. Elle ne saurait se limiter à une addition de partis. Elle doit grouper toutes les forces vives de la Gauche, les partis, bien sûr, mais aussi les syndicats, les associations de pensée, etc. Elle ne peut y réussir qu'à condition de ne comporter aucune exclusive, non plus qu'une discrimination de caractère philosophique ou religieux, de laisser à chacun de ses composants le droit de conserver et de défendre son idéologie et son programme propre, mais aussi d'être fermement unie pour la réalisation du plan adopté en commun ». Cette idée est appuyée notamment par **Daniel Mayer**, alors Président de la Ligue des Droits de l'Homme, **Gérard Jaquet**, Président de la Gauche européenne, et **Charles Hernu**, à l'époque Président du Club des Jacobins. Ce dernier écrit : « La démocratie présidentielle vraie, comme un gouvernement démocratique de législature, suppose une cohésion toujours accrue des forces de gauche. Cette cohésion ne résultera pas de la création d'un parti politique nouveau mais d'une **confédération** où le droit de veto politique protégera les volontés des partis, syndicats, cercles, clubs qui y adhéreront ».

A l'automne 1963, une grande convention nationale, devant déboucher sur des commissions de travail permanentes, appelle à se rassembler à Royumont quelque 120 clubs et mouvements de pensée de ce qu'il est alors convenu d'appeler la "nouvelle gauche" ou encore, "la France souterraine". Cette tentative est alors "boudée" par ceux qui, par la suite, créeront la Convention des Institutions Républicaines, pivot de la future FGDS (Fédération de la Gauche démocrate et socialiste), puis du Parti socialiste. Trois organisations gaullistes de Gauche avaient été conviées, dont le **Front du progrès de Jacques Dauer** (les "orphelins du gaullisme"). Mais certains "gaullistes" crurent bon à cette occasion de faire de l'entrisme forcé et se présentèrent massivement, alors

même qu'ils n'avaient pas été initialement invités. Ce projet tourna court. Profondément éccœuré, l'auteur de ces lignes, qui avait participé à cette initiative, accepta outre-mer une mission qui devait durer cinq ans... Mais comme le phénix renaissant de ses cendres, l'union des gauches n'en était pas morte pour autant, et la JEUNE RÉPUBLIQUE s'efforça de rallumer un flambeau momentanément éteint. C'est ainsi qu'en 1963-1964, le Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE participa avec son secrétaire général Claude-Roland Souchet aux **Colloques socialistes**, placés sous la présidence de **Georges Brutelle** alors secrétaire général adjoint de la SFIO ; y participèrent notamment Pierre Beregovoy, Roger Jacques (alias Jacques Delors), Charles Hernu, Michel Servais (alias Michel Rocard), Roger Quilliot, Alain Savary et François Mitterrand.

Mais il est de plus en plus clair que la voie strictement parlementariste d'accès au pouvoir que continue à préconiser la SFIO et certains clubs, débouche sur une impasse. On le constate une fois de plus à l'occasion de l'élection présidentielle du 5 décembre 1965, qui fait écrire à Claude-Roland Souchet : « Le coefficient personnel, dans une élection de ce genre, joue donc un rôle prépondérant. En termes politiques, cela signifie que le régime présidentiel se confond inévitablement avec un système plébiscitaire. Il ne présente même pas l'avantage de clarifier la situation en réduisant le nombre des candidats et, par voie de conséquence, les partis à deux ou trois : les candidatures se multiplient. La pluralité des candidats démontre qu'une modification superficielle des institutions ne suffit pas à transformer une réalité politique. Les Français demeurent aussi divisés politiquement, même si une majorité est susceptible de polariser ses suffrages sur une figure mythique.

Le Conseil national J. R. du 20 février 1966 soulignera la nécessité pour la JEUNE RÉPUBLIQUE de « rester elle-même, en poursuivant librement son action en faveur de l'unité de la Gauche ». La J. R. « entend garder sa place entre la Fédération des socialistes et des radicaux (FGDS) d'une part, et le Parti communiste, d'autre part ». En mai 1968, la JEUNE RÉPUBLIQUE se prononcera pour une "VI^e République du peuple" : « Devant le durcissement du régime, est-il besoin d'insister sur la nécessité vitale de maintenir l'unité des forces syndicales et politiques de gauche ?.. Toutes les forces populaires doivent converger vers des objectifs communs, au lieu de se neutraliser réciproquement sous les applaudissements de la réaction ». Le cinquante-troisième congrès du Parti, le 2 novembre 1968, décide la création d'un **GROUPE DE RECHERCHES ET D'ÉTUDES POUR UN SOCIALISME PERSONNALISTE (GRES P)**. Le manifeste du GRES P précise : « La Gauche n'est riche que par sa diversité, car la diversité implique le mouvement, donc la vie. C'est cela, la démocratie. Celle qui nous incite à souligner que l'idéal ne saurait être confondu avec



l'idéologie, la doctrine avec le dogme, la coordination organique et la **structure en escalier fédéraliste** avec l'appareil partisan.

Ce point de vue est confirmé en octobre 1969 : « La révolution socialiste que nous poursuivons serait un échec et duperie si elle n'aboutissait qu'à livrer le pouvoir à un parti unique ou au camouflé d'un front unitaire servant de halo à un parti unique ou à un petit groupe d'hommes disposant de moyens accrus de domination que confèrent le contrôle et la direction de l'économie. Une telle dictature s'exprimerait fatalement par un totalitarisme oppresseur, négateur de valeurs humaines. Notre conception de la démocratie implique le **pluralisme politique** et donc le droit d'opposition, mais celui-ci ne peut être un absolu, particulièrement en période de mutation révolutionnaire. Seul le pluralisme peut nous protéger réellement contre les déviations totalitaires de type stalinien, et c'est ce qui doit guider notre conception de l'union des forces de Gauche, entre un cartel électoral de circonstance et, partant, inefficace, et des entreprises à vocation totalitaire ».

Le 3 septembre 1981, une rencontre entre une délégation du Parti socialiste dirigée par **François Mitterrand** et trois représentants du Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE (Claude-Roland Souchet, Alain Delangre et moi-même) permet un échange de vues concret mais n'aura aucune suite dans l'immédiat : le PS nous propose d'adhérer individuellement à son organisation moyennant quoi la reconnaissance d'un courant "socialiste personneliste" pourrait être étudiée... Malgré ces divergences de vues, la JEUNE RÉPUBLIQUE a participé aux côtés des autres partis de gauche, à bon nombre d'actions communes, en particulier en ce qui concerne le Cambodge, le Laos et le Vietnam, la Grèce démocratique, etc. Elle est présente également au **Collectif des Libertés**, ainsi qu'aux manifestations communes de revendication d'une augmentation du pouvoir d'achat, contre la hausse des prix, pour une conception sociale du logement, etc.

En septembre-octobre 1975, le **Manifeste de Bierville** réaffirme la volonté de la JEUNE RÉPUBLIQUE de « poursuivre une histoire que sans fausse modestie, nous qualifions d'exemplaire, dans la mesure où des options, à des moments décisifs, se sont révélées des choix bénéfiques pour l'ensemble de notre peuple ».

En août 1977, Claude-Roland Souchet lance un appel en faveur d'un **Rassemblement majoritaire pluraliste**. Cette nécessité de rassembler toutes les composantes de la Gauche non-communiste dans le respect de leur identité propre — le cadre d'une confédération apparaissant le plus approprié — a été battue en brèche par l'évolution spécifique du Parti socialiste ; du congrès d'Epinay en 1971, à celui de Metz. A l'origine, le PS se voulait un parti pluraliste : il s'est affirmé, avec le temps, comme l'un des plus monolithiques qui soient. L'impérialisme de parti l'a hélas trop souvent emporté sur la volonté de dialogue avec les autres formations de Gauche.

Aujourd'hui, alors que François Mitterrand doit sa victoire à une majorité d'électeurs non-socialistes (notamment communistes, jobertistes, gaullistes de gauche et autres), le Parti socialiste se taille la part du lion dans la distribution des postes ministériels. Il est par ailleurs de bon ton de s'afficher socialiste, comme hier il valait mieux être gaulliste ou giscardien. Mais à ce jeu là le chemin est court du Capitole à la Roche Tarpéienne. « J'avancerai sans jamais me laisser sur le chemin du pluralisme » a déclaré le Président Mitterrand à l'Elysée, le 21 mai. Par delà le processus électoraliste, nous le jugerons à ses actes.

Gérard BRISSE

BILLET DU PRÉSIDENT PROVOQUER LE CHANGEMENT

Louis Perrin

Après la joie, après l'euphorie provoquée par le résultat des élections, tous les militants sont conscients que le plus dur reste à faire. Il faut, pour la gauche, gagner les élections législatives. Et ensuite, il ne suffira pas, pour changer la société, d'avoir un gouvernement socialiste. Il faudra, sur le plan culturel et éducatif, mettre tout en œuvre pour que changent les mentalités.

Il faudra que les citoyens, les travailleurs, soient eux-mêmes les artisans du changement. Il faudra que, de la situation d'assistés et de dominés, ils passent à la démarche autogestionnaire.

Il faudra proposer et provoquer le débat pour que la période "d'observation" ne se transforme pas en "attentisme". Même si François Mitterrand a gagné, ce n'est qu'un premier pas. Il faudra transformer les choses en profondeur et de façon durable. Même si la structure est plus favorable, il faudra provoquer l'engagement syndical et politique. Le fer de lance du changement sera la réduction du temps de travail, qui devrait restreindre le chô-

mage, mais aussi donner plus de temps libre pour s'instruire, se cultiver, à condition qu'il y ait un entraînement et des moyens proposés par le Gouvernement. Ce sera un bon moyen d'enclencher la dynamique de mobilisation, large et lucide, pour provoquer le changement.

Les petits partis, comme la JEUNE RÉPUBLIQUE, le P.S.U., devront être un ferment d'idées révolutionnaires qui empêchent la gauche de sombrer dans la torpeur et de s'endormir sur ses lauriers en proposant quelque chose d'inédit, non seulement pour la France mais pour l'organisation du monde. De Gaulle ne pensait certainement pas à une Europe socialiste quand il la présageait "de l'Atlantique à l'Oural". Mais, pour nous, avec l'évolution de la Pologne et si le socialisme arrive à se construire en France, l'idée sera déjà moins du domaine de l'utopie.

Tous les camarades J. R., avec la foi et l'espoir qui les animent, doivent s'efforcer de donner le maximum d'audience à notre Parti, par une campagne de recrutement.

POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE ET DÉMOCRATIQUE AU SERVICE DE L'HOMME

UN POLONAIS DE SOLIDARNOSC AU MANS

par Jacques-Paul Richard

Maire Adjoint du Mans

Le 31 mars 1981, les représentants locaux de l'Association "Solidarité France-Pologne" avaient la joie d'accueillir publiquement, avec le soutien de militants d'horizons très variés, Stéphane, 35 ans, historien, professeur d'université enseignant près de Varsovie, membre de l'Association Solidarité Etudiants depuis sa fondation à l'automne 1980. S'exprimant dans un français plein de nuances, bien que ce fût son premier séjour, il a répondu directement aux questions. Membre du POUP les trois ans avant 1968, il en a été exclu lorsqu'il n'a plus pu supporter les mensonges des historiens polonais de la période contemporaine. Cela lui a valu la perte de son travail de professeur pendant six ans.

Sa vision du mouvement actuel : « Pour cette population jeune, le contraste est malgré tout positif par rapport à 1939 ». Le mouvement déclenché en été 1980 est une rébellion pour un socialisme vrai. Elle est ancienne et a connu des poussées successives entrecoupées de révoltes latentes, le tout motivé par le décalage entre le socialisme théorique enseigné et la réalité observable avec ses efforts et ses structures. Le plénum du POUP vient d'ailleurs de proclamer la réalité de ce décalage. Pourtant, je n'ai jamais entendu de remarques antisocialistes », dit Stéphane.

LES POUSSÉES

1956 : C'est la révolte romantique, celle de la génération toute jeune, dépitée, qui a perdu son enthousiasme, et qui, sans références historiques précises, s'est rebellée. Rien d'élitiste. Cela a commencé par un mouvement de masse. Rebelle, cette masse a tiré de prison le rebelle Gomulka. La poussée de 1970 avec pour résultante GIEREK, c'est l'espoir proclamé d'une consommation raisonnable.

En 1980, personne n'attend du Pouvoir quoi que ce soit, si ce n'est qu'il admette l'ouverture d'un dialogue avec la masse. De là "l'explosion du POUP". Vu de Pologne, c'est la conduite aberrante de l'économie qui a mis le pays dans cet état ; non pas Moscou. « Des erreurs ont été commises par nous ».

POUR UN SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE

Dans ce pays où, pour des raisons internationales évidentes, il n'est pas question de créer des partis, il s'établit des tendances idéologiques dans SOLIDARNOSC comme dans le POUP, mais la majorité écrasante de Solidar-nosc est pour un socialisme autogestionnaire antibureaucratique.

Question du secrétaire de l'U.D.-C.F.D.T. (Sarthe) : « N'est-ce pas la fin du mythe du parti d'avant-garde si un syndicat apparaît comme la force d'opposition au Pouvoir ? ».

Stéphane : « Pour répondre, je dois évoquer le fonctionnement du POUP (3 000 000 d'adhérents). Les "apparatchicks", quelques centaines de mille, sont des opportunistes, à la différence de ceux de l'immédiat après-guerre, « qui y croyaient ». Après, pour avoir un poste, mieux valait s'inscrire au POUP, d'où la mauvaise conscience des "apparatchicks" et l'inscription d'un million de membres du POUP et de nombreux apparatchicks à Solidar-nosc depuis août 1980. A la question : « Est-ce viable d'avoir des syndicats indépendants en pays communiste », je ne peux répondre que ceci : « Le dialogue, actuellement gagne ».

GARDER L'UNITÉ

Comment Solidarnosc, hétérogène comme il est, va-t-il pouvoir rester uni ? Il faut bien comprendre que Solidarnosc est, et un syndicat, et un mouvement national de masse. Sa force : être le lieu où tous ceux qui n'acceptent pas le passé sont solidaires. Le mouvement est étroitement lié à l'histoire nationale (les Partages) et au sens aigu de la solidarité devant le danger extérieur, et le million de membres communistes de Solidarnosc sont empreints des mêmes sentiments.

Tenez compte aussi de ce qu'en Pologne on donne moins facilement des étiquettes qu'en France. Finalement, cela permet à Solidarité d'avoir 10 millions d'adhérents. Les buts d'août 1980 c'est, en l'absence de pluralisme politique, la possibilité d'un dialogue avec le Pouvoir, mais les enjeux nationaux sont si grands qu'ils effacent les divisions secondaires. « La grande force de Solidarnosc est d'être un mouvement NON MANIPULÉ ».

ET LA HIÉRARCHIE CATHOLIQUE ?

Dans une population d'opinions traditionnellement très diverses, l'Eglise est un ferment d'unité. Avec son sens de l'Etat très développé, elle joue la prudence. Si elle joue un rôle de médiateur, c'est qu'elle est le seul possible. Elle appuie le centre de Solidarnosc. Elle n'est plus l'Eglise de 1939, mais une Eglise aux assises beaucoup plus populaires qu'en Europe Occidentale. Très opprimée, surtout jusqu'en 1956 (Gomulka), elle a beaucoup appris aux points de vue social et idéologique. Il s'y est développé une aile gauche d'où est issu le club de l'intelligentsia catholique. C'est là qu'on a pu entendre une recherche critique sur le marxisme comme idéologie de gauche. Cette Eglise, très vivante, n'a pas, contrairement à ce qu'on pourrait croire, de visées nationalistes étroites. Elle est en accord avec Solidarnosc parce que c'est un mouvement ouvrier et parce que c'est un mouvement national auquel elle peut apporter un souffle d'universalité. En Pologne, aussi, on a l'habitude de compter avec l'Eglise, « car elle a le prestige des gens qui ont les mains propres ».

POUR NOS SYNDICATS, QUEL ENSEIGNEMENT ?

Un secrétaire du syndicat C.F.D.T. : « Le mouvement ouvrier français s'appauvrit à force de slogans et de rideaux. On sent là un nouveau soufflé ». Effectivement, en Pologne, les gens tiennent bon derrière des réalistes. Au Pouvoir Politique de jouer son rôle.

ET LES EXPERTS ?

1968, c'était une révolte d'étudiants. La révolte de 1980 est celle de l'unité des ouvriers et des intellectuels. A Gdansk, WALESA disait : « Je n'ai pas d'expérience » et il en a appelé aux "copains" intègres, courageux et sages. C'est tout naturellement qu'ils sont devenus aussi des intermédiaires, surtout dans l'ambiance de "bricolage" où l'action a bien dû démarrer. Quand WALESA se déplace, c'est dans une petite voiture avec quatre personnes.

LA DÉMOCRATIE INTERNE DANS SOLIDARNOSC

Pour le Praesidium, il y a un tour de rôle entre les responsables. En cas de grave question générale (telle la grève pour le travail le samedi), on établit les contacts. Autrement, les décisions sont prises à l'échelon des entreprises. Quand on complètera l'organisation, le souci sera d'éviter à tout prix la bureaucratisation en respectant l'échelon comité d'entreprise par rapport à l'échelon national qui reste à GDANSK.

SOLIDARNOSC PAR RAPPORT A LA CRISE ÉCONOMIQUE

Pour établir un plan, il faut disposer d'un rapport sur l'état économique du pays. Actuellement, personne ne sait vraiment où on en est. Pour la dette extérieure, on a commencé par parler de 17 milliards de Zlotys, maintenant 23. Le Service Officiel du Plan ne correspond à rien. Les bases sont des "prix inventés" par des "chefs". C'est la sclérose de bureaucrates privés de contradiction.

LE RAVITAILLEMENT

Les adultes mangent ce qu'il y a. Ce n'est pas vraiment la faim. C'est dur, surtout pour ceux qui ont de jeunes enfants... Alors, c'est au hasard des queues.

ET LA PEUR DE L'INTERVENTION

Bien sûr, chacun la vit mais le mouvement de masse a pris son parti. Nous sommes aussi tellement occupés par nos tâches propres et en plus par celles qu'il nous faut bien assumer à la demande des autorités pour éviter que tout s'arrête. Je suis forcé de m'occuper de la cantine de l'Université. Nous avons à faire ce qui ne nous incombe pas sans avoir les moyens ni l'autorité. « On bricole. » « La peur, je l'éprouve surtout le soir quand je rentre chez moi et que je trouve les journaux français. »

Oui, la situation est sans précédent, les solutions d'avenir à inventer, mais on pense irrésistiblement à la parole de Garaudy (Appel aux Vivants) : « Un peuple porteur d'un message est insubmersible ».

SOCIALISME PERSONNALISTE



Le socialisme constitue donc l'aménagement d'un type de société où les moyens de production, d'échanges et d'investissement se trouvent au pouvoir des collectivités locales, régionales, nationales, voire européennes, et non plus d'individus ou de groupes minoritaires mais tout-puissants, comme les banques dispensatrices de crédits.

Le transfert de l'outil de production ne peut se concevoir que dans la perspective exclusive du libre épanouissement de la personne, dans une société sans classes sociales, libertaire, communautariste ; il ne saurait s'opérer au profit, sans partage de telle ou telle catégorie sociale ou professionnelle (le sous-prolétariat, le prolétariat, les techniciens, les cadres, les bureaucrates, etc.) qui imposerait, sans limitation de durée, la domination d'une minorité : bureaucratie, technocratie, ploutocratie, « juntocratie », même socialisante.

La création des structures nouvelles doit procéder d'une prise de conscience préalable, individuelle d'abord, globale et collective ensuite, elle-même aboutissement d'une campagne d'information ou d'une recherche personnelle.

Le SOCIALISME PERSONNALISTE se réfère aux personnes telles qu'elles sont, c'est-à-dire en considération de leur diversité de nature, de tempérament, de talent, mais égales en droit. Il implique, en particulier, l'articulation d'un « habeas-corpus » pour notre temps, une charte de la personne garantissant la protection de ses droits et de ses engagements, dans sa vie privée, sur les lieux de son travail, dans ses loisirs, dans l'expression de ses croyances.

La sécurité des personnes et des biens personnels doit être garantie contre toutes les atteintes et les agressions dont elles peuvent être l'objet. La sécurité matérielle dans une économie dite d'abondance, sinon de gaspillage, ne peut être l'apanage exclusif d'une minorité ou dépendre des hasards de la naissance, de l'existence, du jeu. Cette sécurité matérielle sera assurée et étendue à tous, grâce à l'attribution, de la naissance à la mort, d'un revenu social garanti, condition indispensable d'une véritable libération, en même temps que d'un minimum de justice distributive. En contre-partie, chaque personne valide sera astreinte à un service social obligatoire.

La justice sociale dépend aussi d'une réforme monétaire en profondeur. La monnaie doit être détachée de toute référence spéculative à l'étalon-or, comme à l'étalon-dollar, cause primordiale de l'inflation en régime capitaliste. Une monnaie moderne n'a de valeur que par référence aux biens réellement ou potentiellement disponibles à court terme. Le pouvoir d'achat de chaque citoyen sera donc fonction d'une simple comptabilité-matière, qui permettra de connaître quasi instantanément — par le moyen du calcul électronique — l'état des stocks ou des biens disponibles ou pouvant être libérés sur le marché, dans les plus brefs délais. Bien entendu, pour être l'exact reflet du circuit production-consommation, cette monnaie ne saurait être théaurisable.

Le pouvoir d'achat de chacun sera donc effectivement conditionné par l'effort de tous. Cette économie de besoin se trouvera à l'abri de la pénurie et du gaspillage.

Il appartiendra au citoyen de participer, dans les conditions concrètes les plus satisfaisantes, à une planification souple, décentralisée, adaptée aux données nouvelles de la recherche scientifique et technique.

Le sol comme le sous-sol seront remis au domaine public qui pourra le transférer aux collectivités régionales et locales. La socialisation des sols et des sous-sols mettra un terme définitif à toute espèce de spéculation ou d'appropriation par des groupements d'intérêts. Des dispositions particulières protégeront, ainsi qu'il a été dit, la propriété individuelle légitime.

Le droit à la santé est affaire de solidarité, non de profit. Nous préconisons la nationalisation immédiate de l'industrie pharmaceutique, la création d'un office national de la santé, la gratuité totale des soins médicaux, de cures, d'hospitalisation, ainsi que la nécessaire humanisation des établissements hospitaliers, psychiatriques et gériatologiques où la personne est loin d'être respectée.

Des mesures de réinsertion sociale devront être prises en faveur de la multitude des infirmes et des handicapés sociaux, de tous ceux que le régime capitaliste marginalise, qui devront être mis en mesure de défendre leurs droits et de s'intégrer dans la société.

Dans un autre ordre de préoccupation, la défense collective contre un éventuel envahisseur est l'affaire de tous et non point d'un petit groupe d'individus ou d'une armée de métier.

Il doit être mis un terme — internationalement — à la course aux armements et notamment à la fabrication des armes atomiques, bactériologiques, chimiques, qui peuvent mettre en péril l'espèce humaine, sur une planète qui se rétrécit, dans un temps qui s'accélère. La France devra refuser toute vente d'armes à l'étranger et boycotter des régimes où sévissent l'ethnocide, l'apartheid, la dictature.

a partir de ce point, nous sortons du cadre d'un manifeste sur le socialisme personnel, pour aborder le programme politique qui devra faire l'objet d'une autre étude et d'une discussion avec les autres partis de gauche.

Il est bon toutefois que la théorie rejoigne les réalités du moment : la crise du capitalisme des monopoles et la dialectique des deux principaux partis de gauche.

L'alternative socialiste se précise, sans que le point nodal soit encore localisé, même approximativement. Pour mobiliser des majorités massives, elle devra prouver que la défense et l'extension des libertés est essentielle, même si, dans le cas de légitime défense à l'égard des éléments réactionnaires, un état d'urgence et une dictature de classe pourraient, pour une durée aussi brève que possible, se justifier.

LE SOCIALISME PERSONNALISTE, en faisant progresser dans l'opinion des valeurs sécurisantes, des valeurs d'accomplissement, et des valeurs de dépassement, pourrait orienter le nouveau régime dans le sens d'un respect de la personne, de sa dynamique et de son épanouissement.

NOTES DE LECTURE

UNE VIE POUR LA LIBERTÉ

par Jean CASSOU
(Robert Laffont)

Les quatre oiseaux blancs signés Matisse en 1947 adornent la couverture du livre de Jean CASSOU : "Une vie pour la Liberté", publié par Robert Laffont en 1981.

Un poète engagé dans l'histoire de notre temps, à travers le Front Populaire et la Résistance, comme Jean CASSOU, peut y lire l'annonce du printemps d'aujourd'hui.

Jean CASSOU est de ces témoins, prêts à se faire égorger, comme disait MAURIAC, pour authentifier leur message. La relation de sa vie militante et multiréatrice est édifiante, dans toute l'acception du mot. Ceux qui se passionnent pour notre siècle, avec ses drames et sa riche sédimentation dans le domaine des arts et des lettres, s'attacheront à cette chronique d'un acteur de première ligne et de premier plan.

RETOURNAC ET SA RÉGION

par Jean PRALONG

L'auteur plonge ses racines familiales dans ce pays du Velay, arrondissement d'Yssingeaux (Haute-Loire), depuis le XIV^e siècle au moins, voire depuis 18 000 ans ou davantage : des débuts de l'aventure humaine, qui aurait commencé aux confins du Kénia, il y a quelque cinq millions d'années.

Préhistoriens et historiens, généalogistes et géographes découvriront ce qu'ils recherchent dans cet ouvrage d'une agréable érudition.

Nous retiendrons pour notre part cette profession de foi du directeur de la Jeune République : « Mes idées sont celles du Socialisme personneliste qui cherche à mettre la société politique et économique au service de la personnalité ».

Du collectif, nous revenons à l'unité dans cette définition : la personne se construit par les réponses qu'elle donne à l'histoire de son époque, par ses actes aux prolongements sociaux.

En relation avec des communautés en devenir, la personne est partie intégrante, dans le cours des temps, d'un accomplissement collectif, à l'échelle de l'humanité. Partie d'un tout, elle ne doit pas être sacrifiée, sauf si elle le décide, à cette totalité.

ADHÉREZ AU PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 — 9, Boulevard Jean-Mermoz — 92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)

NOM Prénom

Adresse

Adresse la somme de au C.C.P. 20.896-71 PARIS.

Date et Signature